



Syndicat de l'Agriculture – Comité national des droits de la personne

Réunion nationale tenue en personne – Ordre du jour provisoire
Hôtel Westin, Ottawa | 8 et 9 janvier 2026

Syndicat de l'Agriculture – Comité national des droits de la personne

Procès-verbal de la réunion nationale tenue en personne

Hôtel Westin, Ottawa (Ontario)
8 et 9 janvier 2026

Jour 1 – le jeudi 8 janvier 2026

La présidente Krysty Thomas ouvre la séance à 9 h.

Une reconnaissance des territoires autochtones est lue, suivie d'un mot de bienvenue et de quelques questions administratives. Les membres du Comité se présentent à tour de rôle et une personne volontaire est choisie pour aider avec la prise de notes et la rédaction du procès-verbal. Krysty Thomas et Robinson Joseph lisent la déclaration sur la lutte contre le harcèlement. L'ordre du jour est examiné et adopté.

Le Comité passe en revue son mandat et discute notamment de mises à jour visant à clarifier les responsabilités du comité et à améliorer la coordination entre les régions. Les membres discutent de l'importance de s'assurer que le mandat reflète le plus grand rôle que joue le Comité dans la sensibilisation, la mobilisation des membres et le soutien des initiatives liées aux droits de la personne au sein du Syndicat de l'Agriculture.

Le Comité reçoit des mises au point du président national du Syndicat de l'Agriculture et de la troisième vice-présidente exécutive nationale, Audrey St. Germain. Les discussions portent notamment sur les priorités actuelles du syndicat, dont le réaménagement des effectifs, la mobilisation des membres et l'importance d'intégrer des perspectives tenant compte de l'équité et des droits de la personne dans le travail général du syndicat.

Le Comité reçoit également des mises au point sur le Comité du Fonds de justice sociale. Les membres discutent des campagnes en cours, des initiatives de financement récentes et

des possibilités de mieux faire connaître les projets du Fonds de justice sociale parmi les membres.

Le Comité prend connaissance du travail de suivi effectué depuis le dernier cycle, y compris le sondage auprès des membres, la création d'un dépliant sur le Comité et la mise à jour du logo du Comité. Les membres discutent des considérations liées à l'accessibilité qui s'appliquent à la conception du logo et aux documents de communications. Aaron, agent des communications de l'AFPC, présente des recommandations concernant l'accessibilité et la mobilisation en ligne.

Un présentateur invité, Hassan Husseini de Labour for Palestine, se joint au Comité pour discuter des initiatives de solidarité syndicale liées à la Palestine et du rôle plus large que jouent les syndicats dans l'appui des travailleurs et travailleuses touchés par les conflits et les violations des droits de la personne. Le présentateur parle des campagnes en cours, y compris les initiatives de solidarité syndicale, et de l'importance de la défense des droits des travailleurs et travailleuses. On discute des résolutions sur les marchandises « intouchables » présentées à l'assemblée du Congrès du travail du Canada. Les membres du Comité discutent d'approches pour présenter des sujets sensibles liés aux droits de la personne de manière respectueuse et non partisane durant les colloques régionaux.

Le Comité passe l'après-midi à se préparer pour les colloques régionaux de 2026. Les membres revoient ensemble les documents de présentation portant sur les sujets suivants :

- Rôle et mandat du Comité national des droits de la personne
- Fonds de justice sociale
- Initiatives d'équité et d'inclusion au sein du Syndicat de l'Agriculture et de l'AFPC
- Possibilités de mobilisation des membres
- Problèmes liés aux droits de la personne au travail et obstacles à la participation

Le Comité finalise aussi des plans pour utiliser Mentimeter en tant qu'outil de mobilisation interactif durant les colloques. Les membres discutent des questions de sondage proposées afin d'obtenir de la rétroaction sur la discrimination au travail, l'accessibilité, la santé mentale, les obstacles à la participation et les priorités des membres pour le prochain cycle.

Les membres discutent également de l'amélioration des communications et de la visibilité du travail du Comité, y compris la création de dépliants, de bulletins, de contenu pour les médias sociaux et de ressources soulignant des dates importantes pour les droits de la personne et les campagnes en cours.

Jour 2 – le vendredi 9 janvier 2026

La séance reprend à 9 h.

Le Comité se penche sur la planification du congrès national de 2026. Les membres discutent de résolutions possibles visant à promouvoir les droits de la personne, l'équité, l'accessibilité et l'inclusion au sein du Syndicat de l'Agriculture. Le Comité souligne

l'importance de s'assurer que les questions de droits de la personne continuent d'être intégrées aux politiques, à la gouvernance et à la mobilisation des membres du syndicat.

Les membres discutent aussi d'idées d'ateliers pour le congrès et de possibilités de formation portant sur les droits de la personne et l'équité.

Le Comité examine les plans pour la tenue d'enchères silencieuses pour les droits de la personne et discute d'organismes de bienfaisance possibles dans la région de Halifax qui pourraient être aidés grâce aux fonds recueillis au congrès. Sylvia accepte d'effectuer des recherches sur des organismes que le Comité pourrait considérer.

Le Comité tient l'élection des personnes déléguées au congrès national de 2026. Frederic est élu comme délégué du Comité au congrès. Krysty Thomas cédera sa place comme directrice en juin, et Robinson Joseph assistera au congrès en tant que premier suppléant.

Les discussions se poursuivent sur la coordination des colloques régionaux et les attentes concernant les rapports à présenter après le congrès. Le Comité s'entend pour créer un modèle de rapport pour favoriser la cohérence d'une région à l'autre et améliorer l'échange d'information après les colloques.

En après-midi, le Comité discute des points suivants :

- Planification des journées de reconnaissance pour le prochain cycle
- Autres projets et objectifs du Comité
- Mises à jour régionales des membres du Comité
- Besoins et occasions de formation en matière de droits de la personne, d'équité, d'accessibilité et de mobilisation des membres

Les membres discutent de l'importance de continuer les efforts de mentorat et d'intégration des nouvelles personnes représentantes et personnes suppléantes élues aux colloques régionaux. Le Comité souligne également la nécessité d'accroître la collaboration entre les régions et d'améliorer les communications entre les réunions.

Les mesures à prendre mentionnées durant la réunion comprennent les suivantes :

- Achèvement des présentations et des documents pour les colloques régionaux
- Création d'outils de sondage sur Mentimeter et de modèles de rapports
- Collecte des rapports sur les colloques régionaux après chaque événement
- Promotion accrue du Fonds de justice sociale et des initiatives du Comité
- Préparation des résolutions et des propositions d'ateliers pour le congrès
- Compilation des dates importantes pour les droits de la personne et de documents de sensibilisation

- Poursuite de la création de communications et de ressources d'information accessibles

Le Comité conclut la réunion en réaffirmant son engagement à soutenir les membres dans toutes les régions et à continuer d'intensifier le travail effectué en faveur des droits de la personne au sein du Syndicat de l'Agriculture.

La séance est levée à 16 h.